

*Débat spécial*

L'établissement de la paix est, en fait, une des tâches que le secrétaire général a confiées à l'organisation dans son rapport de l'été dernier intitulé *Agenda pour la paix*. Nous avons favorablement accueilli ce rapport lorsqu'il a été publié, et nous nous sommes efforcés depuis de veiller à ce que les idées du secrétaire général soient connues et bien comprises de tous.

À présent, des circonstances tragiques nous amènent à mettre certaines de ces idées en pratique.

En dernière analyse, ce qui compte vraiment, c'est de mettre fin au banditisme et à l'anarchie qui empêchent les vivres, les médicaments et les secours essentiels de parvenir aux personnes qui en ont besoin. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sont en train de mourir de faim. Le secrétaire général et les Nations Unies ont décidé à juste titre qu'une action rigoureuse s'imposait. Nous appuyons cette décision.

• (1850)

Comme le secrétaire général, nous nous rendons compte que l'intervention de l'armée pour assurer les secours humanitaires n'est pas une fin en soi. L'intervention de l'armée en Somalie doit ultimement faciliter un processus de règlement politique mené sous les auspices des Nations Unies à la demande du peuple lui-même.

Monsieur le Président, je puis vous assurer ainsi qu'à tous les députés à la Chambre, qu'après cette opération militaire, le Canada travaillera avec le secrétaire général et le reste de la communauté internationale, par les voies diplomatiques et au moyen de l'aide directe, à la recherche d'une solution politique durable à ce conflit, d'une solution qui soit dans l'intérêt du peuple somalien.

On n'arrivera pas à rebâtir la société civile et le gouvernement national en Somalie du jour au lendemain. L'état de dévastation dans lequel se trouve le pays est beaucoup trop grand. Cela prendra malheureusement du temps, du temps durant lequel les Somaliens eux-mêmes devront prendre l'initiative, avec l'appui patient et substantiel de la communauté internationale.

Il est essentiel que l'intervention militaire à laquelle nous avons entrepris de participer en Somalie soit compensée de la part des Nations Unies par des efforts en vue de promouvoir la paix et la réconciliation. Dans certaines parties de la Somalie, comme le nord-est, la situation est relativement stable et il y a une certaine coopération au niveau des efforts visant à maintenir la paix, à assurer des secours et à remettre le pays sur pied.

C'est une période où nous célébrons la paix et où le monde entier célèbre dans la joie ces fêtes à la fois familiales et religieuses. La plupart des Somaliens espèrent aussi la paix. Ils souhaitent désespérément un retour à l'ordre civil et sont prêts à chercher une solution politique à long terme pour mettre fin à leurs différends. Eux non plus ne veulent pas avoir à faire face aux armes tous les jours dans leurs moindres déplacements.

À cet égard, je suis encouragée par les résultats de la conférence des Nations Unies qui vient de prendre fin à Addis-Abeba sur l'aide à fournir à la Somalie.

Cette situation lamentable et inquiétante donne tout de même lieu à une série d'actes de courage et de dévouement envers l'humanité. Certains exemples nous viennent des Somaliens eux-mêmes qui doivent être les plus courageux. Or, je pense aussi aux nombreux travailleurs de l'aide internationale, dont certains Canadiens, qui doivent affronter la violence et l'horreur pour porter secours aux victimes du conflit qui fait rage en Somalie. C'est d'abord à eux que nous pensons au moment d'entreprendre cette opération.

Forte de l'appui des députés, j'approuve totalement la position adoptée par le secrétaire général et selon laquelle l'intervention militaire doit absolument tenir compte de la sécurité des civils de l'aide internationale et que leur sécurité doit être prioritaire dans cette mesure d'intervention.

À cette époque des fêtes, il s'agit bien plus que d'une intervention militaire, il s'agit d'une mission de paix; en fait, c'est une mission d'humanité envers plusieurs milliers de nos contemporains qui vivent dans la terreur, qui sont épuisés et qui s'acheminent vers la mort.

Encore une fois, on demande au Canada de faire sa part, il doit la faire et il ne s'y dérobera pas. Qu'on ne s'y trompe pas, monsieur le Président, nous allons faire de cette mission un succès. Nous prouverons aux Somaliens que nous sommes prêts à répondre à leurs appels désespérés pour obtenir des secours, et que nous sommes en mesure de le faire maintenant et finalement de leur tendre une main secourable.

Dans l'intérêt de la paix et de l'humanité, je demande à la Chambre et à tous les Canadiens d'appuyer notre décision, comme ils le font depuis que nous avons entamé cette étape de nos opérations vendredi dernier. J'ai été émue et confondue par les manifestations d'appui que j'ai reçues à la fois de députés de tous les partis et de Canadiens, qui nous ont incités à agir et qui sont heureux maintenant que nous ayons accepté d'aider; nous pouvons et ferons plus encore.